RÉPUBLIQUE DU CONGO
UNITÉ – TRAVAIL – PROGRÈS
****
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC
****

RAPPORT
SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT
AU 30 JUIN 2025



AOÛT 2025

SOMMAIRE

INTRODUCTION **5**
EXECUTION DU BUDGET AU 30 JUIN 2025 ..... **7**
1.1 Exécution des recettes budgétaires **7**
1.1.1 Recettes fiscales 8
1.1.1.1 Impôts et taxes intérieurs 9
1.1.1.2 Droits et taxes de douanes 9
1.1.2 Dons 10
1.1.3 Cotisations Sociales 10
1.1.4 Autres recettes 10
1.1.4.1 Recettes pétrolières 10
1.1.4.2 Recettes de portefeuille 10
1.1.4.3 Droits et frais administratifs 11
1.1.4.4 Vente de gaz 11
1.1.4.5 Redevance forestière 11
1.2 Exécution des dépenses budgétaires **11**
1.2.1 Dépenses du budget général 12
1.2.1.1 Charges financières de la dette 12
1.2.1.2 Personnel 12
1.2.1.3 Biens et services 13
1.2.1.4 Transferts 13
1.2.1.5 Investissement 13
1.2.1.6 Autres dépenses 13
1.2.2 Dépenses des budgets annexes 14
1.2.3 Dépenses des comptes spéciaux du trésor 14
1.3 Exécution des dépenses par programme et dotation **14**
1.3.1 Dépenses par programme 14
1.3.2 Dépenses par dotation 14
1.4 Exécution des dépenses sociales **14**
1.4.1 Dépenses sociales par nature 15
1.4.2 Dépenses sociales par secteur 15
EVOLUTION DES SOLDES BUDGÉTAIRES AU 30 JUIN 2025 ..... **17**
2.1 Solde budgétaire global **17**
2.2 Solde primaire de base **17**
2.3 Solde primaire de base hors pétrole **17**

OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT AU 30 JUIN 2025 18
3.1 Situation du financement extérieur 18
3.1.1 Tirages 18
3.1.2 Amortissement de la dette extérieure 18
3.2 Situation du financement intérieur 18
3.2.1 Apport du système bancaire 18
3.2.2 Titre publics non-résidents 19
3.2.3 Remboursement de la dette intérieure 19
3.3 Solde de financement et de trésorerie 19
Annexe 1 : Exécution des recettes du budget de l'Etat au 30 juin 2025 22
Annexe 2 : Execution des recettes des impôts et taxes au 30 juin 2025 23
Annexe 3 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat au 30 juin 2025 24
Annexe 4 : Execution des dépenses par programme au 30 juin 2025 25
Annexe 5 : Execution des dépenses par dotation au 30 juin 2025 29
Annexe 6 : Execution des dépenses sociales par secteur au 30 juin 2025 30
Annexe 7 : Situation des soldes du budget de l'Etat au 30 juin 2025 31

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Exécution par type de budget à fin juin 2025 (en milliards de FCFA)..... 7
Tableau 2: Exécution des recettes par titre à fin juin 2025 (en milliards de FCFA)..... 8
Tableau 3: Exonérations fiscales au 30 juin 2025 (en milliards de FCFA)..... 9
Tableau 4: Etat de mobilisation des autres recettes au 30 juin 2025 (en milliards de FCFA) 11
Tableau 5: Situation du financement et de la trésorerie au 30 juin 2025 (en milliards de FCFA) 20

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Réalisation des recettes fiscales au 30 juin 2025 (en milliards de FCFA) 8
Graphique 2: Exécution des dépenses de l'Etat au 30 juin 2025 (en milliards de FCFA) 12
Graphique 3: Exécution par nature de dépenses au 30 juin 2025 (en milliards de FCFA) 13
Graphique 4: Exécution des dépenses sociales au 30 juin 2025..... 15
Graphique 5: Soldes budgétaires au 30 juin 2025 (en milliards de FCFA)..... 17

INTRODUCTION

L'exécution du budget de l'État, au deuxième trimestre 2025, s'inscrit dans un contexte international caractérisé par des turbulences et des incertitudes qui obscurcissent les perspectives économiques mondiales.

Les bouleversements de la conjoncture mondiale, notamment (i) la baisse de la demande extérieure, (ii) la persistance de prix bas pour les produits de base et (iii) le durcissement des conditions financières, ont freiné la croissance en Afrique subsaharienne.

Ces chocs externes ont eu pour effet de maintenir plusieurs pays dans une situation de faibles recettes publiques. En effet, lorsque les acheteurs étrangers réduisent leurs importations, les volumes exportés diminuent, ce qui entraîne mécaniquement une baisse des recettes fiscales issues du commerce extérieur (droits d'exportation, redevances, impôts sur les sociétés dans les secteurs pétrolier et minier, etc.). Par ailleurs, dans les pays fortement dépendants des revenus pétroliers, le faible niveau prolongé des prix des matières premières affecte directement les ressources fiscales provenant de ce secteur. Enfin, un resserrement des conditions de financement peut, en augmentant le coût du crédit pour les entreprises, peser sur leur rentabilité ou freiner leurs investissements, réduisant ainsi les recettes issues de l'impôt sur les sociétés.

Plusieurs faits majeurs sont à relever dans cette analyse de l'exécution du Budget à la date du 30 juin 2025.

Le taux d'exécution des recettes publiques s'est établit à 36,2%, un niveau largement en deçà des attentes pour la première moitié de l'exercice budgétaire.

Ce résultat représente une contre-performance significative comparée à la même période de l'année précédente, où le taux d'exécution était de 46,4%. Cette situation soulève des préoccupations majeures quant à la trajectoire de mobilisation des ressources et à la capacité de l'État à respecter ses engagements budgétaires pour l'année en cours.

Cette contre-performance donne une occasion de soulever certains éléments d'explication possibles du niveau des recettes mobilisées. Ce taux d'exécution des recettes publiques est la résultante des :

- ✓ Facteurs économiques et conjoncturels

Baisse des cours du pétrole ou variations de la production, affectant les recettes pétrolières, qui restent une composante majeure des recettes publiques. Ralentissement de l'activité économique non pétrolière, notamment dans le secteur des services et des industries manufacturières, entraînant une diminution des recettes fiscales intérieures.

- ✓ Facteurs administratifs

Faiblesse de la mobilisation des recettes fiscales non pétrolières (impôts directs, TVA, douanes), due à : (i) des retards dans la facturation ou les recouvrements ; (ii) des difficultés logistiques ou humaines dans les régies financières et ; (iii) une évasion fiscale persistante et un faible élargissement de l'assiette.

- ✓ Retards dans les financements extérieurs

Décaissements tardifs des appuis budgétaires ou des financements de projets, notamment ceux attendus dans le cadre de la coopération avec les partenaires techniques et financiers (FMI, Banque mondiale, BEAC, etc.).

- ✓ Incitations fiscales et exonérations

Impact budgétaire des exonérations fiscales accordées aux entreprises, souvent sans contreparties économiques claires, contribuant à l'érosion de la base fiscale.

Il parait clairement que, le niveau préoccupant du taux d'exécution des recettes à mi-année appelle à une réaction rapide et coordonnée afin d'éviter des déséquilibres budgétaires plus marqués au second semestre. Un redressement de la trajectoire des recettes est indispensable pour garantir la soutenabilité budgétaire de l'exercice en cours et préserver la capacité de l'État à financer ses priorités.

Dans ce contexte, la rationalisation de l'exécution des dépenses devient un levier d'ajustement budgétaire majeur. Une revue ciblée de la dépense publique, axée sur la priorisation des dépenses à fort impact socio-économique et la mise en œuvre d'arbitrages budgétaires fondés sur la performance, s'impose. Il conviendra, en particulier, de renforcer les mécanismes de régulation budgétaire, d'ajuster les plans de trésorerie en cohérence avec la réalité des flux de recettes, et de rationaliser les engagements nouveaux afin de contenir le solde budgétaire dans les limites fixées par la loi de finances. Cette approche vise à préserver l'équilibre global du cadre budgétaire, tout en garantissant l'efficience de la dépense publique dans un environnement marqué par des contraintes de liquidité.

L'exécution partielle et en baisse des paiements de la dette intérieure par rapport à l'année précédente, avec une priorisation des arriérés sociaux.

C'est un autre fait majeur, qui peut avoir un effet négatif indirect sur les recettes publiques à court terme, en freinant l'activité économique. Elle permet certes un répit budgétaire temporaire, mais retarde la résolution de passifs qui peuvent miner la confiance des acteurs économiques et compromettre la mobilisation future des recettes fiscales.

Cette situation peut refléter une gestion prudente de la trésorerie ou des contraintes budgétaires. Cependant, la faible prise en compte des arriérés commerciaux peut nuire à la dynamique économique nationale et retarder la relance, surtout si les paiements sont différés au détriment de la chaîne de production et d'approvisionnement.

Le niveau d'exécution budgétaire pour les programmes (hors personnel) est insuffisant, au regard des objectifs annuels qui stagnent à 24,7%, soit moins de la moitié de ce qui serait attendu à mi-parcours.

Si les dotations affichent une meilleure performance relative (37,6%), l'ensemble traduit une dynamique budgétaire lente, susceptible de freiner l'impact des politiques publiques. Une accélération des décaissements et de la mise en œuvre des projets est donc nécessaire pour rattraper le retard et éviter une inefficience des ressources publiques.

Le présent rapport analyse au premier chapitre les résultats de l'exécution du budget de l'Etat. Il relève des écarts sur les recettes comme sur les dépenses. Le deuxième chapitre présente les différents soldes qui constatent la capacité financière de l'Etat et la dépendance des finances publiques aux recettes pétrolières. Le troisième chapitre étudie les opérations de trésorerie et de financement. Il apprécie le financement extérieur aux risques d'accumulations des arriérés. Il analyse ensuite la situation du financement intérieur, notamment le besoin de financement.

EXECUTION DU BUDGET AU 30 JUIN 2025

A fin juin 2025, les recettes et les dépenses du budget de l'Etat sont réalisées respectivement à 923,3 milliards de FCFA (36,2%) et 815,9 milliards de FCFA (37,1%) contre 1 209,0 milliards de FCFA (46,4%) et 941,6 milliards de FCFA (45,5%) l'année dernière à la même période. Il se dégage un solde budgétaire excédentaire de 107,3 milliards de FCFA contre 267,5 milliards de FCFA une année auparavant, à la même période.

Par ailleurs, le budget général est exécuté en recettes à 887,9 milliards de FCFA et en dépenses à 780,6 milliards de FCFA pour des prévisions annuelles de 2 411,0 milliards de FCFA et 2 059,0 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 36,8% pour les recettes et 37,9% pour les dépenses.

Les recettes et les dépenses des budgets annexes sont réalisées à 0,1 milliard FCFA pour des prévisions de 8,8 milliards de FCFA avec un même taux de réalisation de 0,9%. Elles sont en diminution de 1,6 milliards de FCFA (-94,1%) par rapport au niveau atteint à fin juin 2024.

S'agissant des comptes spéciaux du trésor, ils sont exécutés en recettes et en dépenses à 35,3 milliards de FCFA (27,0%) contre 31,2 milliards de FCFA (23,0%), l'année passée à la même période.

Tableau 1: Exécution par type de budget à fin juin 2025 (en milliards de FCFA)

TYPES DE BUDGET	RECETTES			DEPENSES			SOLDE	
	Prévisions	Exécution	(%)	Prévisions	Exécution	(%)	Prévisions	Exécution
Budget général	2 411,0	887,9	36,8	2 059,0	780,6	37,9	352,0	107,3
Budgets annexes	8,8	0,1	0,9	8,8	0,1	0,9	0,0	0,0
Comptes spéciaux du trésor	130,9	35,3	27,0	130,9	35,3	27,0	0,0	0,0
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	**2 550,7**	**923,3**	**36,2**	**2 198,7**	**815,9**	**37,1**	**352,0**	**107,3**

Source: **DGB**

1.1 Exécution des recettes budgétaires

Au 30 juin 2025, les recettes budgétaires réparties en grande masse, sont exécutées ainsi qu'il suit :

- recettes fiscales, prévues à 1 075,3 milliards de FCFA, sont réalisées à 520,1 milliards de FCFA, correspondant à 48,4 % des prévisions de l'année. Ces recettes sont en augmentation de 10,9% par rapport au niveau de 2024 et à la même période, qui était de 468,8 milliards de FCFA (50,1%) ;
- recettes non fiscales, prévues à 1 475,4 milliards de FCFA, sont exécutées à 403,2 milliards de FCFA, soit un taux de 27,3%. Elles sont en baisse de 337 milliards de FCFA (-45,5%) par rapport au niveau atteint en 2024 et à la même période.

La décomposition des recettes non fiscales se présente comme suit :

- dons et legs et fonds de concours, prévus à 73,0 milliards de FCFA, sont mobilisés à 9,7 milliards de FCFA, soit 13,2% de l'objectif annuel. Comparés au 30 juin 2024, les dons sont en augmentation de 6,0 milliards de FCFA (162,2%) ;

- cotisations sociales, recouvrées à 31,8 milliards de FCFA (35,0%) contre 30,2 milliards de FCFA (35,7%) à fin juin 2024 ;
- autres recettes, prévues à 1 311,7 milliards de FCFA, sont exécutées à 361,7 milliards de FCFA, soit un taux de 27,6%. Comparées au niveau atteint au 30 juin 2024, ces recettes sont en baisse de 344,7 milliards de FCFA (-48,8%).

Tableau 2: Exécution des recettes par titre à fin juin 2025 (en milliards de FCFA)

	LFI 2025	Réal.
Recettes fiscales	1 075,3	520,1
Dons et legs et fonds de concours	73,0	9,7
Cotisations sociales	90,7	31,8
Autres recettes	1 311,7	361,7
Total	**2 550,7**	**923,3**

Source: **DGB_DEP**

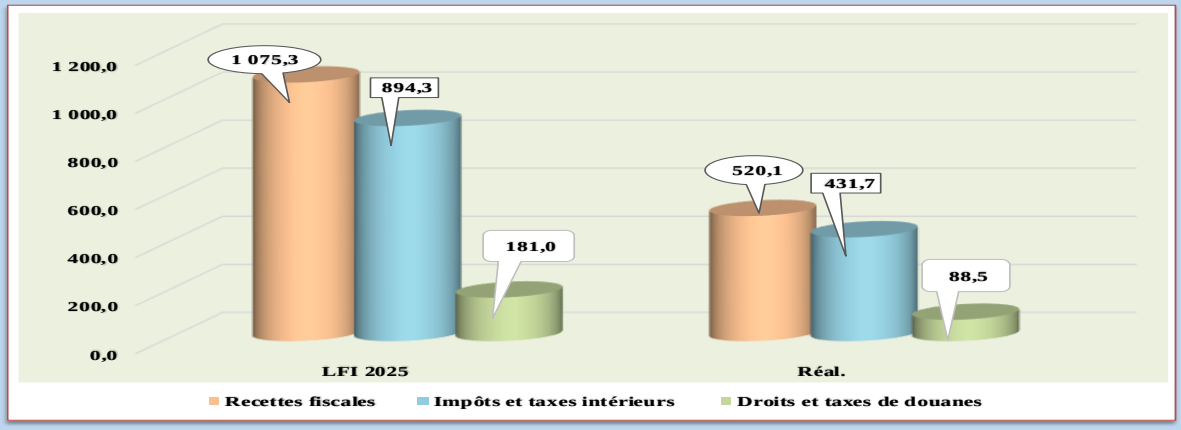
1.1.1 Recettes fiscales

Au deuxième trimestre 2025, les recettes fiscales sont mobilisées à hauteur de 520,1 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 48,4%. La contribution de ces deux composantes se présente de la manière suivante :

- impôts et taxes intérieurs, recouvrés à 431,7 milliards de FCFA (48,3%) contre 392,9 milliards de FCFA (50,1%) une année auparavant et à la même période ;
- droits et taxes de douanes, réalisés à 88,5 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 48,9%. Ils sont en augmentation de 12,6 milliards de FCFA (16,6%) par rapport au niveau de réalisation de 2024 à la même période.

Le graphique ci-dessous présente la réalisation des recettes fiscales au 30 juin.

Graphique 1: Réalisation des recettes fiscales au 30 juin 2025 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

1.1.1.1 Impôts et taxes intérieurs

Les impôts et taxes intérieurs mobilisés sont en augmentation de 38,8 milliards de FCFA (9,8%) par rapport au niveau d'exécution de 2024 à la même période.

La répartition de certaines natures des impôts et taxes intérieurs se déclinent ainsi qu'il suit :

- taxe sur la valeur ajoutée, recouvrée à 142,5 milliards de FCFA contre 116,8 milliards de FCFA ;

- impôts sur le revenu des personnes physiques, mobilisés à 93,9 milliards de FCFA contre 71,7 milliards de FCFA ;

- impôts sur les sociétés, perçus à 149,8 milliards de FCFA contre 154,6 milliards de FCFA;

- droits d'accises, recouvrés à 14,1 milliards de FCFA contre 9,0 milliards de FCFA ;

- droits d'enregistrement et de timbre mobilisés à 8,4 milliards de FCFA contre 5,3 milliards de FCFA ;

- taxe sur les transferts des fonds, mobilisée à 7,4 milliards de FCFA contre 11,0 milliards de FCFA ;

- taxe unique sur les salaires, mobilisée à 5,0 milliards de FCFA contre 6,1 milliards de FCFA.

1.1.1.2 Droits et taxes de douanes

Pour une prévision de 181,0 milliards de FCFA, les recettes de droits de douane sont réalisées à 88,5 milliards de FCFA à fin juin 2025 contre 75,9 milliards de FCFA (16,6%) une année auparavant et à la même période.

Par ailleurs, les exonérations accordées par l'Etat sont en augmentation de 33,8 milliards de FCFA (11,1%) par rapport au niveau de réalisation de 2024 et à la même période.

Le tableau ci-après illustre l'état des exonérations au 30 juin 2025.

Tableau 3: Exonérations fiscales au 30 juin 2025 (en milliards de FCFA)

							Total au 30 Juin		(%)
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	2 025	2 024	Variation
Exonérations dues au secteur pétrolier	**36,0**	**29,4**	**33,7**	**32,3**	**29,3**	**21,8**	**182,4**	**183,9**	**-0,8**
Exonérations réglementaires	**17,7**	**58,3**	**19,6**	**16,3**	**20,3**	**20,9**	**153,1**	**118,8**	**28,9**
Exonérations réglementaires douanières	*12,4*	*51,6*	*14,9*	*12,2*	*14,3*	*14,5*	*119,9*	*77,3*	**55,1**
Contribution de l'Etat à l'investissement	*5,3*	*6,7*	*4,8*	*4,1*	*6,0*	*6,4*	*33,2*	*41,5*	-19,9
Exonérations exceptionnelles	**0,5**	**0,1**	**0,2**	**0,1**	**0,4**	**0,5**	**1,8**	**0,8**	**119,2**
Total	**54,1**	**87,8**	**53,5**	**48,7**	**50,1**	**43,1**	**337,3**	**303,5**	**11,1**

Source : **DGB_DGDDI**

1.1.2 Dons.

Pour une enveloppe prévisionnelle de 73,0 milliards de FCFA, les dons sont mobilisés à hauteur de 9,7 milliards de FCFA (13,2%) contre 3,7 milliards de FCFA (6,6%) atteint l'année passée et à la même période.

1.1.3 Cotisations Sociales

Prévues à 90,7 milliards de FCFA, les cotisations sociales sont recouvrées à 31,8 milliards de FCFA (35,0%) contre 30,2 milliards de FCFA (35,7%) l'année passée et à la même période. Ces cotisations se répartissent ainsi qu'il suit :

- part patronale au profit de la CRF, recouvrée à hauteur de 19,8 milliards de FCFA ;
- part patronale au profit de la CNSS, réalisée à 1,9 milliard de FCFA ;
- part ouvrière au profit de la CRF, exécutée à 9,9 milliards de FCFA ;
- part ouvrière au profit de la CNSS, recouvrée à hauteur de 0,3 milliard de FCFA.

1.1.4 Autres recettes

Les autres recettes, prévues à 1 311,7 milliards de FCFA, sont recouvrées à 361,7 milliards de FCFA (27,6%) au 30 juin 2025 contre 706,4 milliards de FCFA (46,2%) l'année passée, à la même période. La réalisation de ces recettes est tirée essentiellement par les recettes pétrolières à 312,5 milliards de FCFA (25,4%).

La réalisation des autres recettes par différentes rubriques se présente ainsi qu'il suit :

1.1.4.1 Recettes pétrolières

Pour une enveloppe globale de 1 230,1 milliards de FCFA, ces recettes sont réalisées à 312,5 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 25,4%. Ces réalisations sont en diminution de 364,1 milliards de FCFA (-53,8%) comparées au niveau de fin juin 2024.

Les recettes pétrolières sont structurées de la manière suivante :

- produits de vente de cargaisons, mobilisés à 216,8 milliards de FCFA (17,8%) contre 595,2 milliards de FCFA (41%) atteint l'année dernière, à la même période ;
- produits de commercialisation, recouvrés à 29,6 milliards de FCFA contre 35,9 milliards de FCFA au 30 juin 2024 ;
- transferts pétroliers réalisés à 40,9 milliards de FCFA contre 42,6 milliards de FCFA au 30 juin 2024
- bonus, mobilisés à 25,1 milliards de FCFA contre 0,9 milliard de FCFA à fin juin 2024.

1.1.4.2 Recettes de portefeuille

Elles sont recouvrées à 22,1 milliards de FCFA, constituées uniquement des dividendes reçus de la BEAC et de la SNPC, soit un taux de recouvrement de 149,1%.

1.1.4.3 Droits et frais administratifs

Pour une prévision de 23,5 milliards de FCFA, les droits et frais administratifs sont recouvrés à 2,5 milliards de FCFA, soit 10,7% des prévisions de l'année. Ces recettes sont en hausse de 0,4 milliard de FCFA (19,0%) par rapport à 2024 et à la même période.

1.1.4.4 Vente de gaz

Elle est réalisée à 8,8 milliards de FCFA pour une prévision de 26,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 33,1%, contre 18,6 milliards de FCFA (31,2%) au 30 juin 2024.

1.1.4.5 Redevance forestière

Pour un objectif annuel fixé à 13,2 milliards de FCFA, elle est mobilisée à 5,1 milliards de FCFA (38,3%), contre 2,6 milliards de FCFA (25,6%) atteint en juin 2024.

Le tableau ci-dessous résume les réalisations des autres recettes à fin juin 2025.

Tableau 4: Etat de mobilisation des autres recettes au 30 juin 2025 (en milliards de FCFA)

	LFI 2025	Réal.	%Réal
Autres recettes	**1 311,7**	**361,7**	**27,6**
Recettes pétrolières	1 230,1	312,5	25,4
Redevance forestière	13,2	5,1	38,3
Redevance minière	0,2	0,3	132,0
Intérêts des prêts	0,0	0,0	
Dividendes	14,8	22,1	149,1
Redevance du domaine de télecommunication	0,0	7,2	
Redevance superficiaire	1,3	0,9	
Redevance sur les transactions électronique	0,0	0,8	
Autres recettes non fiscales	0,0	1,6	
Amendes et condamnations pécuniaires	2,0	0,0	0,0
Droits et frais administratifs	23,5	2,5	10,7
Vente de gaz	26,6	8,8	33,1

Source: **DGB_DEP**

1.2 Exécution des dépenses budgétaires

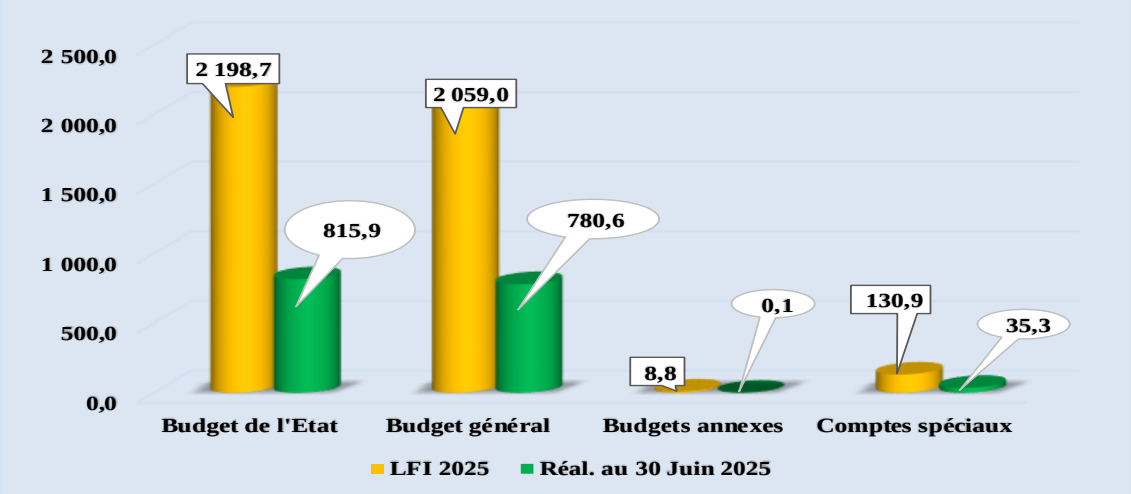
Les dépenses du budget de l'Etat ont atteint 815,9 milliards de FCFA à fin juin 2025, pour des prévisions de 2 198,7 milliards de FCFA (38,9%), contre 941,6 milliards de FCFA (45,5%) en 2024 et à la même période. Ce niveau de réalisation est tiré par les dépenses de personnel avec un niveau d'exécution de 203,4 milliards de FCFA (47,3%).

Au titre du budget général, prévues à 2 059,0 milliards de FCFA, les dépenses sont ressorties à 780,6 milliards de FCFA (37,9%) contre 908,7 milliards de FCFA (47,2%) à fin juin 2024, soit une diminution de 9,9%.

Les dépenses des budgets annexes sont exécutées à hauteur de 0,1 milliard de FCFA (0,9%) contre 1,7 milliard de FCFA (21,8%) en juin 2024. Les comptes spéciaux sont réalisés à 35,3 milliards de FCFA (27,0%) contre 31,2 milliards de FCFA (23,0%) en 2024 et à la même période.

Le graphique ci-dessous présente l'exécution des dépenses de l'Etat à fin juin 2025.

Graphique 2: Exécution des dépenses de l'Etat au 30 juin 2025 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

1.2.1 Dépenses du budget général

Prévues à 2 059,0 milliards de FCFA, les dépenses du budget général sont exécutées à 780,6 milliards de FCFA, soit 37,9% des prévisions. Ces dépenses sont en baisse de 128,1 milliards de FCFA (-14,0%) comparées au niveau des dépenses réalisées à la même période une année auparavant, qui était de 908,7 milliards de FCFA (47,2%).

Par grandes rubriques économiques, l'exécution des dépenses du budget général se présentent de la manière suivante :

1.2.1.1 Charges financières de la dette

Prévues à 331,0 milliards de FCFA, les charges financières de la dette sont réglées à hauteur de 130,4 milliards de FCFA à fin juin 2025, soit 39,4% des prévisions de l'année. Le niveau d'exécution de ces dépenses est en baisse de 41,3 milliards de FCFA (-24,1%) comparé à celui atteint une année auparavant à la même période (171,7 milliards de FCFA (76,3%)).

Ces charges sont réglées à 95,3 milliards de FCFA contre 122,5 milliards de FCFA en juin 2024 pour la dette intérieure et à 35,1 milliards de FCFA contre 49,2 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

1.2.1.2 Personnel

Au deuxième trimestre, les dépenses de personnel sont ressorties à 203,4 milliards de FCFA pour un objectif de 430,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 47,3%. Ce niveau d'exécution est en hausse de 10,6 milliards de FCFA (5,5%) comparé à celui atteint en 2024 à la même période, qui était de 192,8 milliards de FCFA (44,3%).

1.2.1.3 Biens et services

Pour une prévision de 210,0 milliards de FCFA, les biens et services sont exécutés à 147,6 milliards de FCFA (70,3%) à fin juin 2025. Ces dépenses sont en hausse de 17,5 milliards de FCFA (13,4%) comparativement au niveau réalisé à la même période en 2024 qui était de 130,1 milliards de FCFA (68,5%).

1.2.1.4 Transferts

Les dépenses de transferts sont exécutées à 199,7 milliards de FCFA, soit 33,8% des prévisions de l'année. Elles sont en baisse de 89,9 milliards de FCFA (-31,0%) par rapport à leur niveau de fin juin 2024 qui était de 289,6 milliards de FCFA (52,8%).

1.2.1.5 Investissement

Prévues à 529,4 milliards de FCFA, les dépenses d'investissement sont exécutées à 58,3 milliards de FCFA, soit 11,0% de l'objectif annuel. Elles sont en baisse de 21 milliards de FCFA (-26,4%), comparées aux dépenses réalisées à la même période une année auparavant (79,3 milliards de FCFA (17,2%)).

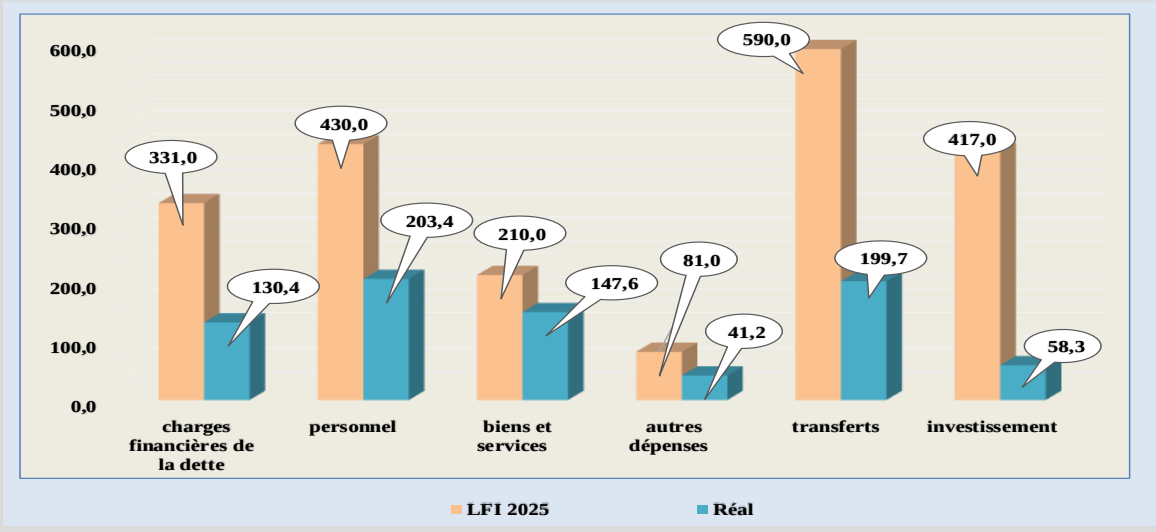
Ces dépenses sont financées à 6,4 milliards de FCFA (3,0%) sur ressources propres et à 51,9 milliards de FCFA (25,7%) sur ressources extérieures, contre respectivement 69,1 milliards de FCFA (32,4%) et 10,2 milliards de FCFA (4,1%), l'année passée, à la même période.

1.2.1.6 Autres dépenses

Pour une prévision de 81,0 milliards de FCFA, les autres dépenses (charges communes) sont mandatées à hauteur de 41,2 milliards de FCFA (50,8%). Elles sont en baisse de 4 milliards de FCFA (-8,8%) par rapport au niveau de 2024, à la même période (45,2 milliards de FCFA (67,5%)).

Le graphique ci-dessous présente l'exécution par nature de dépenses à fin juin 2025.

Graphique 3: Exécution par nature de dépenses au 30 juin 2025 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

1.2.2 Dépenses des budgets annexes

Prévues à 8,8 milliards de FCFA, les dépenses des budgets annexes sont mandatées à 0,1 milliard de FCFA (0,9%) contre 1,7 milliard de FCFA (21,8%) exécutées en 2024 et à la même période.

1.2.3 Dépenses des comptes spéciaux du trésor

Au deuxième trimestre, les dépenses des comptes spéciaux du trésor sont exécutées à 35,3 milliards de FCFA pour une prévision de 130,9 milliards de FCFA (27,0%), contre 31,2 milliards de FCFA (23,0%) exécutées une année auparavant et à la même période.

1.3 Exécution des dépenses par programme et dotation

Le budget général réaménagé s'élève à 2 059,0 milliards de FCFA, reparti en cent quarante-huit (148) programmes budgétaires concourant à l'atteinte des objectifs de politiques publiques au sein des ministères et vingt et une (21) dotations au profit des institutions et ministères, contre respectivement cent trente-six (136) et vingt et une (21) dans la loi de finances initiale. Ces programmes et dotations sont rattachés aux trente-huit (38) ministères et vingt (20) institutions.

1.3.1 Dépenses par programme

Au 30 juin 2025, les programmes budgétaires (hors dépenses de personnel) affichent une exécution de 476,1 milliards de FCFA représentant 24,7% des prévisions annuelles de 1 928,6 milliards de FCFA.

1.3.2 Dépenses par dotation

Les dotations budgétaires, quant à elles, regroupant les institutions et la couverture des dépenses accidentelles, s'établissent à 49,1 milliards de FCFA, pour des prévisions annuelles de 130,4 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 37,6%.

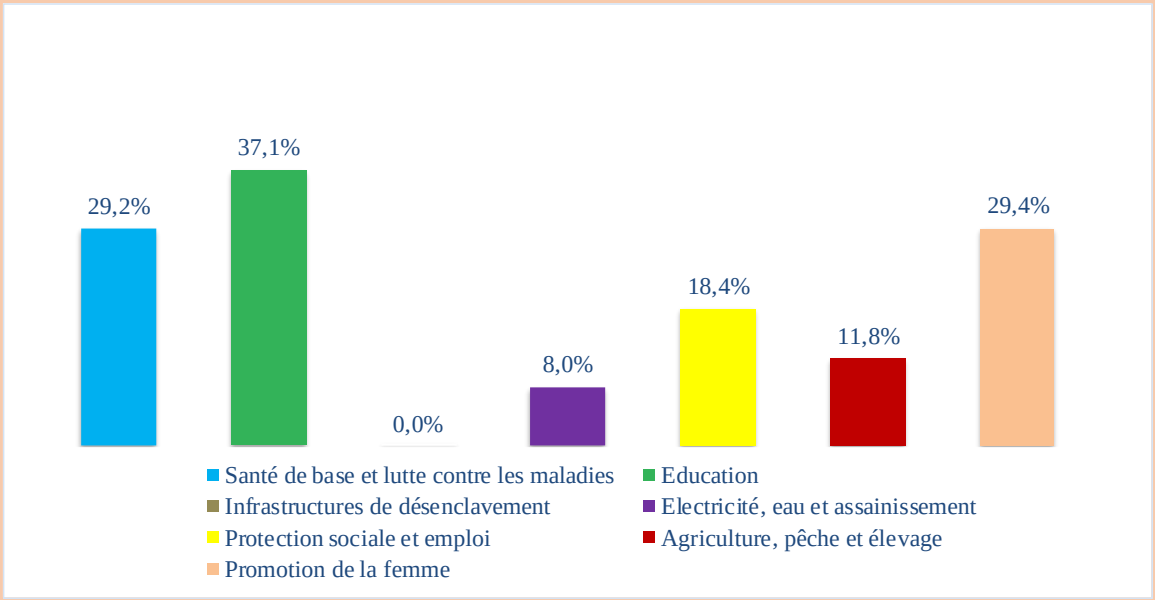
Les détails de l'exécution des programmes et dotations se trouvent en annexe.

1.4 Exécution des dépenses sociales

La situation des dépenses sociales à fin juin 2025 présente un niveau d'exécution de 135,1 milliards de FCFA, pour une enveloppe annuelle de 572,5 milliards de FCFA (23,6%) contre 154,7 milliards de FCFA (27,4%) à la même période de l'année précédente. Ce taux d'exécution est influencé par le secteur de l'éducation (37,1%) suivi du secteur de la promotion de la femme (29,4%).

Le graphique ci-dessous donne une vue globale de l'exécution des dépenses sociales à fin juin 2025.

Graphique 4: Exécution des dépenses sociales au 30 juin 2025



Source: **DGB**

1.4.1 Dépenses sociales par nature

L'exécution des dépenses sociales par nature à fin juin se présente comme suit :

- ✓ les dépenses de biens et services, pour une prévision de 12,9 milliards de FCFA, ont connu un niveau d'exécution de 5,9 milliards de FCFA (46,0%), contre 6,2 milliards de FCFA (50,7%) en 2024 ;
- ✓ les dépenses de transfert sont exécutées à 127,0 milliards de FCFA (39,5%) contre 116,0 milliards de FCFA (52,0%) une année auparavant ;
- ✓ les dépenses d'investissement présentent un niveau d'exécution de 2,2 milliards de FCFA (0,9%) contre 32,5 milliards de FCFA au 30 juin 2024.

1.4.2 Dépenses sociales par secteur

Au 30 juin 2025, le taux d'exécution des dépenses sociales est dominé par celui du secteur de l'éducation.

L'exécution de ces dépenses se résume de la manière suivante :

- ▪ ***Education***

Pour une enveloppe globale de 161,6 milliards de FCFA, l'exécution à fin juin de ce secteur est de 60,0 milliards de FCFA, soit un taux de 37,1%. Ce taux est en progression de 5,0% par rapport à l'année dernière et à la même période, tiré par le programme renforcement des capacités du système éducatif et de la recherche (61,8%).

- ***Promotion de la femme***

Les dépenses de ce secteur sont mandatées à 1,8 milliard de FCFA pour une enveloppe prévisionnelle de 6,2 milliards de FCFA (29,4%) contre 3,0 milliards de FCFA à fin juin 2024, au profit des femmes et des jeunes filles mères (30,0%).

- ***Santé de base et lutte contre les maladies***

Prévues pour un montant global de 180,9 milliards de FCFA, les dépenses liées à ce secteur sont exécutées à 52,8 milliards de FCFA (29,2%) contre 53,9 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente. Ce taux est tiré par le programme de lutte contre la tuberculose (104,2%).

- ***Protection sociale et emploi***

A fin juin 2025 les dépenses de ce secteur sont exécutées à 11,1 milliards de FCFA pour une prévision de 60,2 milliards de FCFA (18,4%) contre 27,6 milliards de FCFA à fin juin 2024. Ce niveau est en lien avec le programme des actions caritatives et les aides sociales (76,6%).

- ***Agriculture, pêche et élevage***

Pour une prévision de 23,0 milliards de FCFA, les dépenses de ce secteur sont exécutées à 2,7 milliards de FCFA (11,8%) contre 2,6 milliards de FCFA à la même période en 2024. Ce taux découle particulièrement de l'exécution du programme de métayage bovin (47,5%).

- ***Electricité, eau et assainissement***

Les dépenses de ce secteur sont mandatées à 6,8 milliards de FCFA pour une enveloppe prévisionnelle de 84,9 milliards de FCFA (8,0%) contre 10,5 milliards de FCFA en juin 2024. Ce niveau est principalement influencé par l'exécution du programme assainissement des villes (13,3%).

- ***Infrastructures de désenclavement***

Prévues à 55,7 milliards de FCFA, ces dépenses, à fin juin, n'ont pas connu une exécution.

EVOLUTION DES SOLDES BUDGÉTAIRES AU 30 JUIN 2025

La situation détaillée de chaque solde au 30 juin est décrite comme suit :

2.1 Solde budgétaire global

Au 30 juin 2025, le solde budgétaire global dons inclus s'est établi à 107,3 milliards de FCFA, pour une prévision de 352,0 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 30,5%. Comparé au niveau atteint au 30 juin 2024 (267,5 milliards de FCFA), ce solde a baissé de 160,2 milliards de FCFA.

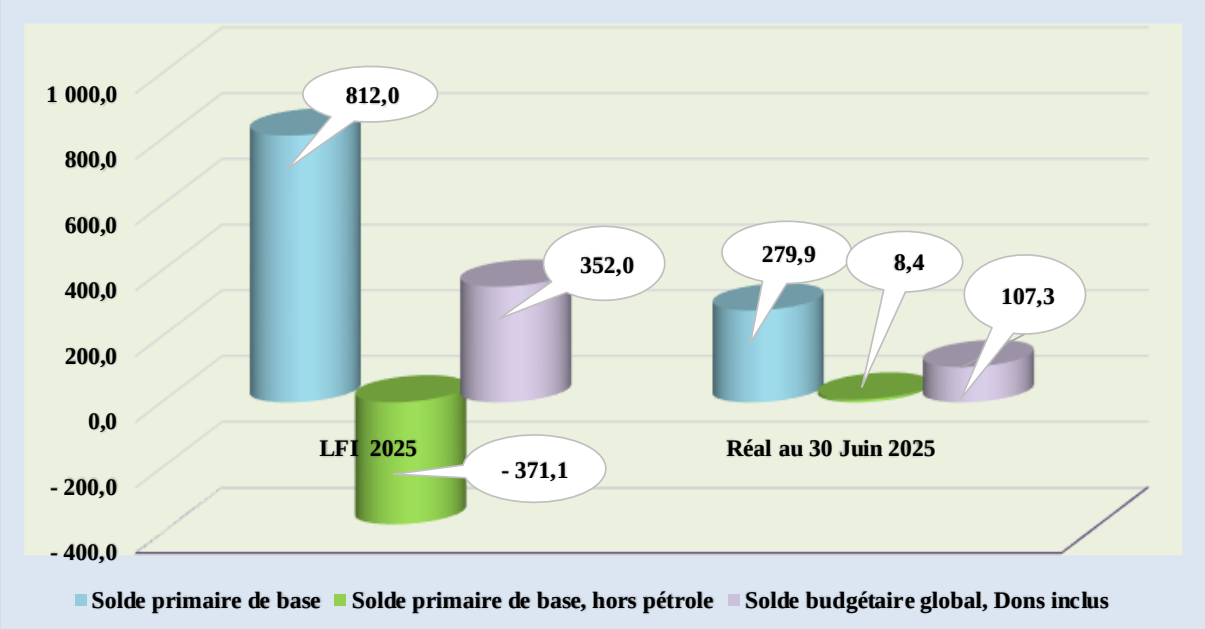
2.2 Solde primaire de base

Pour une prévision de 812,0 milliards de FCFA, le solde primaire de base s'est établi à 279,9 milliards de FCFA à fin juin 2025, soit 34,5% de l'objectif annuel. Ce solde a connu une diminution de 37,1% par rapport à 2024 et à la même période, dont le niveau s'élevait à 445,7 milliards de FCFA.

2.3 Solde primaire de base hors pétrole

Projeté à – 371,1 milliards de FCFA, le solde primaire de base hors pétrole a atteint le niveau de 8,4 milliards de FCFA à fin juin 2025 (-2,3%), contre – 188,0 milliards de FCFA atteint en 2024 et à la même période.

Graphique 5: Soldes budgétaires au 30 juin 2025 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT AU 30 JUIN 2025

Au 30 juin 2025, la situation détaillée des principaux postes des opérations de trésorerie et de financement se présente comme suit :

3.1 Situation du financement extérieur

La situation du financement extérieur net fait ressortir un financement négatif de 119,3 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de -304,0 milliards de FCFA, contre -215,2 milliards de FCFA l'année passée et à la même période. Cette situation est consécutive à un faible niveau de mobilisation de ressources extérieures et au niveau important des amortissements nets.

3.1.1 Tirages

Prévus à 179,0 milliards de FCFA, les tirages effectués s'élèvent à 42,2 milliards de FCFA (1,1%) contre 49,8 milliards de FCFA mobilisés l'année dernière, à la même période.

3.1.2 Amortissement de la dette extérieure

Pour une prévision annuelle de 327,0 milliards de FCFA, la dette extérieure est amortie à fin juin 2025 à hauteur de 128,4 milliards de FCFA (39,3%), contre 179,1 milliards de FCFA au 30 juin 2024.

3.2 Situation du financement intérieur

Au 30 juin 2025, la situation du financement intérieur est ressortie négative à 184,5 milliards de FCFA, pour une prévision annuelle de -48,0 milliards de FCFA, contre - 75,7 milliards de FCFA l'année dernière, à la même période. Cette situation est consécutive au niveau élevé des charges nettes de financement comparativement aux émissions de titres publics réalisés sur le marché.

3.2.1 Apport du système bancaire

A fin juin 2025, la position nette du gouvernement est créditrice du système bancaire de 75,3 milliards de FCFA, contre un débit de 17,6 milliards de FCFA à fin juin 2024. Cette situation est consécutive au remboursement net de 38,2 milliards de FCFA à la BEAC et 37,1 milliards de FCFA aux banques commerciales.

3.2.2 Titre publics non-résidents

Au 30 juin, le volume net du portefeuille des titres publics (Trésor) levé sur le marché auprès des banques non résidentes a diminué de 35,3 milliards de FCFA contre 5,8 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente.

3.2.3 Remboursement de la dette intérieure

Pour une prévision annuelle de -155,0 milliards de FCFA, les paiements au titre de la dette intérieure sont effectués à hauteur de -36,2 milliards de FCFA (23,4%) contre -64,0 milliards de FCFA en 2024 et à la même période, dont 33,9 milliards de FCFA au titre des arriérés sociaux, 2,2 milliards de FCFA au titre des arriérés commerciaux et 0,1 milliard de FCFA de la situation du 4 mars.

3.3 Solde de financement et de trésorerie

Au 30 juin, la situation de financement et de trésorerie affiche un gap de financement de 34,7 milliards de FCFA contre un excédent de 36,3 milliards de FCFA enregistré l'année passée et à la même période. Ce besoin de financement résiduel résulte du niveau élevé des charges de financement, qui n'ont pas pu être couvertes par l'excédent du solde budgétaire base caisse.

Le tableau ci-après présente la situation détaillée des opérations de financement et de trésorerie.

Tableau 5: Situation du financement et de la trésorerie au 30 juin 2025 (en milliards de FCFA)

	Prév	Réal. fin Juin	% Réal
IV,- FINANCEMENT	**-352,0**	**-303,8**	**86,3%**
IV.1- EXTERIEUR NET	**-304,0**	**-119,3**	**39,3%**
Tirages	**179,0**	**42,2**	**23,6%**
Prêts projets (ressources extérieures affectées)	129,0	42,2	32,7%
Appuis budgétaires	50,0	0,0	
Amortissements nets	**-327,0**	**-128,4**	**39,3%**
Amortissement dû	-327,0	-166,4	50,9%
Variations d'arriérés extérieurs	0,0	38,0	
Accumulation d'arriérés extérieurs principal	0,0	54,2	
Réduction d'arriérés extérieurs antérieurs	0,0	-16,2	
Réechelonnements attendus	0,0	0,0	
Annulation	0,0	0,0	
Exim Bank	**-156,0**	**-33,2**	**21,3%**
IV.2- INTERIEUR NET	**-48,0**	**-184,5**	**384,4%**
Système bancaire	**22,0**	**-75,3**	**-342,2%**
Système bancaire intérieur (net)	**22,0**	**-75,3**	**-342,2%**
BEAC	**-185,0**	**-38,2**	**20,6%**
Contrepartie FMI	26,0	-5,8	-22,5%
FRPC-FEC	0,0	4,9	
Tirages DTS	0,0	-10,7	
Autres	-211,0	-32,3	15,3%
Banques commerciales	**207,0**	**-37,1**	**-17,9%**
Non bancaire	**-70,0**	**-109,2**	156,0%
Titres publics non résidents	0,0	-35,3	
Souscriptions	0,0	383,1	
Remboursements	0,0	-418,4	
Emission emprunts obligataires	85,0	0,0	
Remboursement des emprunts obligataires	0,0	-37,7	
Remboursement dette intérieure	-155,0	-36,2	23,4%
Arriérés sociaux	-100,0	-33,9	33,9%
Retraite	-80,0	-33,0	41,2%
Autres arriérés	-20,0	-1,0	4,9%
Arriérés commerciaux	-51,0	-2,2	4,2%
Situation du 4 Mars	-4,0	-0,1	2,8%
ECART DE FINANCEMENT GLOBAL	**0,0**	**-34,7**	

Source: **CCA_DEP**

ANNEXES

ANNEXE 1 : EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT AU 30 JUIN 2025

NATURE DES RECETTES	PREVISIONS LFI 2025	EXECUTION AU 30 JUIN 2025	(%) REAL/PREVLFI
I.1- Recettes budgétaires	**2 550,7**	**923,3**	**36,2**
Recettes fiscales	**1 075,3**	**520,1**	**48,4**
Impôts et taxes intérieurs	894,3	431,7	48,3
Droits et taxes de douanes	181,0	88,5	48,9
Dons et legs et fonds de concours	**73,0**	**9,7**	13,2
Dons COVID-19	0,0	0,0	
Fonds COVID	0,0	0,0	
Fonds national de solidarité	0,0	0,0	
Dons ordinaires et legs	73,0	9,7	13,2
Autres recettes	**1 311,7**	**361,7**	**27,6**
Redevance forestière	13,2	5,1	38,3
Redevance minière	0,2	0,3	132,0
Recettes de portefeuille	14,8	22,1	149,1
Intérêts de placement	0,0	0,0	
Dividendes	14,8	22,1	149,1
Redevance du domaine de télécommunication	0,0	7,2	
Redevance et droits immobiliers	0,0	0,0	
Redevance superficiaire	1,3	0,9	
Redevance sur les transactions électroniques	0,0	0,8	
Autres recettes non fiscales	0,0	1,6	
Amendes et condamnations pécuniaires	2,0	0,0	0,0
Droits et frais administratifs	23,5	2,5	10,7
Vente de gaz	26,6	8,8	33,1
Contribution à la stab. des px des produits pétr	0,0	0,0	
Recettes pétrolières	1 230,1	312,5	25,4
Produits de vente des cargaisons	1 220,1	216,8	17,8
Transferts pétroliers	0,0	40,9	
Produits de commercialisation/recettes de part	0,0	29,6	
Bonus pétrolier	10,0	25,1	251,0
Recettes contributions au fonds de prévisions d	0,0	0,0	
Zone d'unitization	0,0	0,0	
Recettes exceptionnelles	0,0	0,0	
Cotisations sociales	**90,7**	**31,8**	**35,0**
Part patronale au profit de la CRF	42,0	*19,8*	47,0
Part patronale au profit de la CNSS	11,5	*1,9*	16,5
Part ouvrière au profit de la CRF	*21,0*	*9,9*	47,0
Part ouvrière au profit de la CNSS	*16,3*	*0,3*	*1,6*

Source : DGB

ANNEXE 2 : EXECUTION DES RECETTES DES IMPOTS ET TAXES AU 30 JUIN 2025

NATURE D'IMPÔTS	TOTAL
Impots directs	**250 426 820 914**
Impots sur le revenu des personnes physiques	**93 901 994 855**
Acomptes Traitements et salaires	76 989 223 783
Acomptes Bénéfices industriels, commerciaux et artisanaux	226 296 451
Acomptes Bénéfices non commerciaux	653 781 189
Acompte revenus fonciers	4 110 516 618
Autres impôts sur les revenus	11 922 176 814
Impôts sur les Sociétés	**149 765 986 708**
Acompte impot sur le bénéfice des sociétés	51 203 063 996
Taxe spéciale sur les sociétés	23 378 661 337
Impôt forfaitaire sur les sociétés	37 532 816 586
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	2 238 166 991
Impôt forfaitaire sur le revenu des valeurs mobilières	8 103 274 345
Autres impôts sur les sociétés	27 310 003 453
Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	**4 956 562 253**
Taxe unique sur les salaires	4 956 562 253
Impôts sur le patrimoine	**202 289 696**
Immatriculation	28 623 662
Inscription	67 704 444
Transcriptions	82 977 841
Radiation	17 409 790
Autres mutations et conventions	5 573 959
Autres impôts directs	**1 599 987 402**
Impots global forfaitaire	887 205 795
CAMU	712 781 607
Impôts indirects	**181 252 565 168**
Impots et taxes intérieurs sur les biens et services	**172 811 990 014**
TVA nette	142 479 891 127
Droits d'Accises	14 115 932 898
Taxe sur les transferts des fonds	7 399 276 065
Taxe sur le trafic des communications électroniques	3 764 327 402
Taxe sur les jeux de hasard	143 984 864
Taxe sur abonnements et réabonnements télévisuelle	1 233 073 340
Taxe sur les contrats d'assurance	2 741 683 538
Taxe sur les billets d'avions V.I.	316 479 000
Taxe sur les appareils électroniques	15 233 334
Redevance audiovisuelle	602 108 446
Droits d'enregistrement et de timbre	**8 440 575 154**
Droits d'enregistrement	7 605 883 820
Droit de timbre sur titres de transports aérien	341 052 102
Droit de Timbres sur les véhicules automobiles	189 510 062
Timbre électronique fiscal	304 129 170
TOTAL IMPÔTS ET TAXES INTERIEURS	**431 679 386 082**

Source : DEP/DGID

ANNEXE 3 : EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT AU 30 JUIN 2025

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS LFI 2025	EXECUTION AU 30 JUIN 2025	(%) REAL/PREVLFI
I.2- Dépenses budgétaires	**2 198,7**	**815,9**	**37,1**
I.2.1- Dépenses courantes	**1 642,0**	**722,3**	**44,0**
Personnel	430,0	203,4	47,3
Autres dépenses courantes	***1 212,0***	***518,9***	**42,8**
dont dépenses sociales	*334,3*	*133,0*	39,8
Biens et services	210,0	147,6	70,3
dont dépenses sociales	12,9	5,9	46,0
Autres dépenses	81,0	41,2	50,8
Transferts	590,0	199,7	33,8
Transfert traditionnels	521,0	151,9	29,2
dont transfert sociaux	321,4	*127,0*	39,5
Transfert secteur pétrolier	47,0	40,9	87,1
Taxe maritime	*0,0*	0,1	
Yanga-Sendji	*0,0*	3,5	
Fonctionnement CEC	*0,0*	37,3	
Transfert CORAF	*0,0*	0,0	
Autres transferts	*0,0*	0,1	
Contribution transp.en commun	*0,0*	0,0	
Elections	*22,0*	0,0	
Collectivités locales	*0,0*	6,9	
Contribution à la stab. des px des pro	0,0	0,0	
Charges financières de la dette	331,0	130,4	39,4
Intérêts dette intérieure	261,5	95,3	36,4
Intérêts dette extérieure	69,5	35,1	50,5
I.2.2- Investissement	**529,4**	**58,3**	**11,0**
sur ressources internes	*215,0*	6,4	3,0
dont dépenses sociales	*112,4*	2,2	1,9
sur ressources externes	*202,0*	51,9	25,7
dont dépenses sociales	*125,8*	0,0	
I.2.3- Budgets annexes et comptes spéciaux du trésor	**139,7**	**35,4**	**25,3**
Budgets annexes	*8,8*	*0,1*	0,9
Comptes spéciaux	*130,9*	*35,3*	*27,0*

Source : DGB

ANNEXE 4 : EXECUTION DES DEPENSES PAR PROGRAMME AU 30 JUIN 2025

(Hors dépenses du personnel)

CODE	LIBELLE	PREVISIONS 202 CP	EXECUTION AU 30 JUIN 2025	% D'EXEC
Code 21	**Primature**	**18 261 296 798**	**3 375 823 378**	**18,49**
001	Pilotage de la politique de la Primature	6 345 725 564	24 032 000	0,38
002	Stratégie Gouvernementale	7 947 981 369	2 830 469 000	35,61
003	Interventions spécifiques	3 967 589 865	521 322 378	13,14
Code 22	**Défense nationale**	**119 154 417 825**	**96 999 350 575**	**81,41**
023	Pilotage de la politique du ministère	65 465 681 917	95 451 786 103	145,80
024	Défense du territoire et consolidation de la paix	35 749 952 191	1 333 933 042	3,73
025	Equipement et infrastructures militaires	13 660 245 234	160 834 480	1,18
026	Stratégie, recherche et justice militaire	4 278 538 483	52 796 950	1,23
Code 23	**Intérieur et décentralisation**	**153 827 239 963**	**29 379 751 262**	**19,10**
027	Pilotage de la politique du ministère	65 868 142 221	19 663 900 893	29,85
028	Administration du territoire	7 174 022 901	443 221 715	6,18
029	Décentralisation	47 309 927 355	7 181 387 164	15,18
030	Ordre public et sûreté nationale	20 771 320 731	1 150 879 183	5,54
031	Prévention et gestion des risques et catastrophes	2 634 315 825	145 961 384	5,54
032	Gendarmerie nationale	10 069 510 930	794 400 923	7,89
Code 24	**Justice, des droits humains et promotion des peuples autoc**	**35 998 898 819**	**1 079 321 912**	**3,00**
063	Pilotage de la politique du ministère	7 440 971 160	211 600 000	2,84
064	Justice judiciaire	20 146 153 419	229 584 762	1,14
065	Administration pénitentiaire	5 786 221 245	277 622 150	4,80
066	Droits humains	1 373 983 325	176 350 000	12,83
067	Promotion des peuples autochtones	1 251 569 670	184 165 000	14,71
Code 26	**Communication et médias, porte-parole du Gouvernement**	**22 562 805 801**	**1 457 613 468**	**6,46**
054	Pilotage de la politique du ministère	5 063 413 183	1 274 864 000	25,18
055	Audiovisuel national	14 553 152 569	51 458 566	0,35
056	Presse écrite et communication institutionnelle	2 946 240 049	131 290 902	4,46
Code 27	**Affaires foncières et domaine public chargé des relations avec le Parlement**	**7 759 882 600**	**1 885 871 353**	**24,30**
015	Pilotage de la politique du ministère	1 785 669 819	663 753 801	37,17
016	Accès au foncier	4 373 487 221	940 357 285	21,50
017	Domaine de l'Etat	1 600 725 560	281 760 267	17,60
Code 30	**Construction, urbanisme et Habitat**	**9 478 758 627**	**222 067 832**	**2,34**
074	Pilotage de la politique du ministère	1 341 267 102	0	0,00
075	Maîtrise d'ouvrage déléguée et construction	6 824 024 525	113 406 672	1,66
076	Urbanisme et habitat	1 313 467 000	108 661 160	8,27
Code 32	**Affaires sociales, solidarité et action humanitaire**	**36 640 992 134**	**5 169 735 538**	**14,11**
127	Pilotage de la politique du ministère	19 808 285 783	4 681 874 559	23,64
128	Action sociale	14 880 021 586	475 066 575	3,19
129	Action humanitaire	1 952 684 765	12 794 405	0,66
Code 37	**Commerce, approvisionnements et consommation**	**5 492 435 986**	**382 715 407**	**6,97**
008	Pilotage de la politique du ministère	1 935 854 183	368 591 210	19,04
009	Commerce intérieur et approvisionnement du marché	1 760 975 865	3 335 000	0,19
010	Commerce extérieur	450 892 120	5 770 000	1,28
011	Régulation du marché et contrôle qualité	1 344 713 818	5 019 197	0,37
Code 38	**Petites et moyennes entreprises, artisanat**	**6 738 063 187**	**519 264 061**	**7,71**
102	Pilotage de la politique du ministère	3 085 951 584	288 154 500	9,34
103	Développement des petites et moyennes entreprises	2 356 313 034	182 832 802	7,76
104	Développement de l'artisanat	1 295 798 569	48 276 759	3,73
Code 41	**Energie et Hydraulique**	**58 222 767 449**	**2 367 431 123**	**4,07**
090	Pilotage de la politique du ministère	2 825 493 906	255 019 044	9,03
091	Approvisionnement énergétique	21 121 403 457	889 734 881	4,21
141	Approvisionnement en eau	34 275 870 086	1 222 677 198	3,57

Source : DGB

(Hors dépenses du personnel)

CODE	LIBELLE	PREVISIONS 202 CP	EXECUTION AU 30 JUIN 2025	% D'EXEC
Code 42	**Hydrocarbures**	**53 817 283 860**	**43 102 865 394**	**80,09**
049	Pilotage de la politique du ministère	51 972 741 591	42 647 861 642	82,06
050	Gestion de l'amont pétrolier	251 110 853	0	0,00
051	Gestion de l'aval pétrolier	1 039 628 347	392 531 688	37,76
052	Valorisation du gaz naturel	233 600 989	20 600 000	8,82
053	Economie, trading et audits pétroliers	320 202 080	41 872 064	13,08
Code 44	**Transports, aviation civile et marine marchande**	**19 066 515 660**	**1 042 252 011**	**5,47**
060	Pilotage de la politique du ministère	2 248 598 355	972 780 743	43,26
061	Transports terrestre et aérien	14 051 953 543	29 871 268	0,21
062	Transport maritime	2 765 963 762	39 600 000	1,43
Code 45	**Postes, télécommunications et économie numérique**	**24 078 665 787**	**2 413 675 582**	**10,02**
117	Pilotage de la politique du ministère	730 628 780	163 110 000	22,32
118	Poste, télécommunication et économie numérique	23 348 037 007	2 250 565 582	9,64
Code 46	**Agriculture, élevage et pêche**	**31 017 810 144**	**2 841 731 904**	**9,16**
040	Pilotage de la politique du ministère	6 649 746 294	1 180 826 920	17,76
041	Production végétale	19 602 320 793	1 616 412 762	8,25
042	Production animale	2 839 922 307	6 964 400	0,25
043	Pêche et aquaculture durable	1 925 820 750	37 527 822	1,95
Code 47	**Economie forestière**	**18 620 494 416**	**156 374 731**	**0,84**
081	Pilotage de la politique du ministère	4 670 319 519	91 935 500	1,97
082	Economie Forestière	13 950 174 897	64 439 231	0,46
Code 51	**Enseignement supérieur**	**88 080 280 510**	**47 955 385 101**	**54,45**
105	Pilotage de la politique du ministère	3 618 879 250	541 372 769	14,96
106	Développement de l'enseignent supérieur	61 472 520 682	47 355 271 287	77,03
107	Vie de l'étudiant	22 988 880 578	58 741 045	0,26
Code 54	**Recherche scientifique et innovation technologique**	**6 968 479 231**	**1 286 177 017**	**18,46**
142	Pilotage de la politique du ministère	1 170 631 980	262 981 000	22,46
108	Recherche scientifique	4 803 241 275	837 201 987	17,43
109	Innovation technologique	994 605 976	185 994 030	18,70
Code 56	**Promotion de la femme, intégration de la femme au développement et économie informelle**	**8 485 811 786**	**1 453 621 420**	**17,13**
119	Pilotage de la politique du ministère	2 992 686 841	1 385 388 345	46,29
120	Promotion de la femme congolaise	2 709 314 224	7 475 995	0,28
121	Intégration de la femme au développement économique	2 037 543 262	55 609 080	2,73
122	Economie informelle	746 267 459	5 148 000	0,69
Code 57	**Fonction publique, travail et sécurité sociale**	**35 330 321 072**	**821 551 930**	**2,33**
004	Pilotage de la politique du ministère	10 882 594 782	528 223 200	4,85
005	Gestion des ressources humaines de l'Etat	18 282 205 735	239 556 600	1,31
006	Conditions de travail	3 177 532 420	23 025 586	0,72
007	Protection sociale	2 987 988 135	30 746 544	1,03
Code 58	**Santé et population**	**211 611 090 409**	**45 435 994 558**	**21,47**
083	Pilotage de la politique du ministère	37 188 823 158	1 768 665 148	4,76
084	Offre des soins	60 222 903 624	384 885 420	0,64
085	Accès aux soins	104 273 929 133	42 923 001 005	41,16
086	Population-santé	9 925 434 494	359 442 985	3,62
Code 63	**Coopération internationale et promotion du partenariat pub**	**9 747 753 142**	**462 289 662**	**4,74**
087	Pilotage de la politique du ministère	9 692 553 142	462 289 662	4,77
088	Coopération internationale	30 200 000	0	0,00
089	Partenariat Public-Privé	25 000 000	0	0,00
Code 64	**Contrôle de l'Etat, qualité du service public et lutte contre**	**3 106 637 930**	**356 853 948**	**11,49**
033	Pilotage de la politique du ministère	1 568 180 972	170 680 918	10,88
034	Contrôle d'Etat	754 675 711	144 173 030	19,10
035	Qualité du service public	386 564 380	21 000 000	5,43
036	Lutte contre les antivaleurs	397 216 867	21 000 000	5,29
Code 66	**Industries minières et géologie**	**5 677 835 383**	**341 948 744**	**6,02**
012	Pilotage de la politique du ministère	1 737 967 971	142 457 000	8,20
013	Ressources minérales	2 634 387 021	179 167 596	6,80
014	Ressources minières	1 305 480 391	20 324 148	1,56
Code 69	**Affaires étrangères, francophonie et Congolais de l'étranger**	**41 368 947 843**	**7 855 441 099**	**18,99**
037	Pilotage de la politique du ministère	6 158 113 703	3 514 238 952	57,07
038	Réseau diplomatique	35 128 616 756	4 341 202 147	12,36
039	Affaires consulaires	82 217 384	0	0,00

Source : DGB

(Hors dépenses du personnel)

CODE	LIBELLE	PREVISIONS 202 CP	EXECUTION AU 30 JUIN 2025	% D'EXEC
Code 70	**Finances, Budget et portefeuille public**	**483 542 044 179**	**153 078 572 969**	**31,66**
044	Pilotage de la politique du ministère	28 528 794 673	3 502 441 050	12,28
046	Relations monétaires et financières	5 693 548 189	56 866 077	1,00
047	Mobilisation des recettes budgétaires	20 310 505 123	746 760 372	3,68
048	Gestion de la trésorerie et de la dette	349 007 641 432	130 446 274 447	37,38
124	Budget et contrôle budgétaire	77 756 106 129	18 068 451 023	23,24
125	Comptabilité publique	468 500 000	146 700 000	31,31
126	Portefeuille public	1 353 527 417	93 080 000	6,88
139	Développemenr du secteur financier	423 421 216	18 000 000	4,25
Code 71	**Zones économiques spéciales et diversification économique**	**2 272 660 852**	**116 985 069**	**5,15**
057	Pilotage de la politique du ministère	836 332 126	94 785 069	11,33
058	Développement des zones économiques spéciales	1 314 510 762	7 200 000	0,55
059	Diversification économique	121 817 964	15 000 000	12,31
Code 73	**Environnement, développement durable et bassin du Congo**	**4 270 170 876**	**180 437 984**	**4,23**
077	Pilotage de la politique du ministère	2 364 518 601	53 515 677	2,26
078	Développement durable	323 863 182	28 559 804	8,82
079	Environnement	1 302 092 575	10 048 503	0,77
080	Bassin du Congo	279 696 518	88 314 000	31,57
Code 74	**Jeunesse et sports, éducation civique, formation qualifiante**	**29 475 065 447**	**1 946 270 087**	**6,60**
093	Pilotage de la politique du ministère	7 562 434 930	519 833 814	6,87
094	Encadrement de la jeunesse	3 945 076 346	969 851 668	24,58
095	Education civique	646 175 480	7 288 662	1,13
096	Développement du sport	8 228 884 676	410 177 105	4,98
097	Education physique	5 469 413 130	28 827 724	0,53
098	Formation qualifiante et emploi	3 623 080 885	10 291 114	0,28
Code 75	**Développement industriel et promotion du secteur privé**	**7 163 620 558**	**632 632 407**	**8,83**
099	Pilotage de la politique du ministère	4 005 176 598	558 207 030	13,94
100	Développement des industries	1 882 534 815	45 995 189	2,44
101	Promotion du secteur privé	1 275 909 145	28 430 188	2,23
Code 76	**Enseignement supérieur, recherche scientifique et innovation technologique**	**4 070 542 798**	**2 452 112 646**	**60,24**
106	Développement de l'enseignent supérieur	4 070 542 798	2 452 112 646	60,24
Code 77	**Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et alphabéti**	**137 811 871 792**	**11 318 903 771**	**8,21**
110	Pilotage de la politique du ministère	62 782 919 871	10 442 004 058	16,63
111	Education de base	32 605 859 471	289 863 433	0,89
112	Enseignement secondaire	39 516 939 139	584 101 374	1,48
113	Alphabétisation	2 906 153 311	2 934 906	0,10
Code 78	**Enseignement technique et professionnel**	**60 353 139 071**	**1 371 372 747**	**2,27**
114	Pilotage de la politique du ministère	29 118 407 206	1 079 613 785	3,71
115	Enseignement technique	14 575 468 697	211 945 450	1,45
116	Enseignement professionnel	16 659 263 168	79 813 512	0,48
Code 80	**Délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme d**	**4 480 473 560**	**190 966 000**	**4,26**
135	Pilotage de la politique du ministère	1 630 820 635	121 560 000	7,45
136	Réforme de l'Etat	2 849 652 925	69 406 000	2,44
Code 81	**Budget, comptes publics et portefeuille public**	**2 289 026 534**	**1 193 826 375**	**52,15**
124	Budget et contrôle budgétaire	2 207 526 534	1 193 826 375	54,08
125	Comptabilité publique	81 500 000	0	0,00
Code 82	**Economie et finances**	**327 470 924**	**270 308 750**	**82,54**
044	Pilotage de la politique du ministère	327 470 924	270 308 750	82,54
Code 83	**Industrie culturelle, touristique, artistique et loisirs**	**13 337 803 155**	**491 074 661**	**3,68**
130	Pilotage de la politique du ministère	4 185 940 927	376 620 000	9,00
131	Arts et lettres	3 214 622 676	21 795 261	0,68
132	Patrimoine culturel	1 769 565 949	8 933 888	0,50
133	Tourisme	3 928 949 482	71 445 000	1,82
134	Loisirs	238 724 121	12 280 512	5,14

Source : DGB

(Hors dépenses du personnel)

CODE	LIBELLE	PREVISIONS 202 CP	EXECUTION AU 30 JUIN 2025	% D'EXEC
Code 84	**Intérieur, décentralisation et développement local**	**1 977 650 155**	**1 374 250 155**	**69,49**
027	Pilotage de la politique du ministère	1 295 000 000	845 000 000	65,25
028	Administration du territoire	153 400 000	0	0,00
030	Ordre public et sûreté nationale	308 377 128	308 377 128	100,00
031	Prévention et gestion des risques et catastrophes	98 400 000	98 400 000	100,00
032	Gendarmerie nationale	122 473 027	122 473 027	100,00
Code 86	**Economie fluviale et voies navigables**	**11 323 865 707**	**167 846 664**	**1,48**
071	Pilotage de la politique du ministère	595 000 000	120 000 000	20,17
072	Transport fluvial	2 669 865 707	3 866 664	0,14
073	Economie et entretien du réseau de navigation	8 059 000 000	43 980 000	0,55
Code 87	**Aménagement du territoire et des grands travaux**	**85 239 152 958**	**898 528 610**	**1,05**
018	Pilotage de la politique du ministère	3 467 287 185	867 276 340	25,01
019	Aménagement du territoire	6 849 480 543	21 472 349	0,31
020	Projets structurants	69 385 000 000	0	0,00
022	Infrastructures	5 537 385 230	9 779 921	0,18
Code 88	**Economie, Plan et intégration régionale**	**35 572 166 123**	**1 186 112 211**	**3,33**
068	Pilotage de la politique du ministère	20 585 559 818	646 808 400	3,14
069	Planification et programmation du développement	10 980 128 981	386 527 811	3,52
070	Intégration régionale	1 298 299 447	62 400 000	4,81
140	Développement de l'économie	2 708 177 877	90 376 000	3,34
Code 89	**Assainissement urbain, développement local et entretien ro**	**13 960 868 963**	**847 046 653**	**6,07**
143	Pilotage de la politique du ministère	1 121 000 000	261 552 000	23,33
144	Entretien routier et assainissement urbain	12 569 492 984	585 494 653	4,66
145	Développement local	270 375 979	0	0,00
	TOTAL	**1 928 583 080 014**	**476 082 356 769**	**24,69**

Source : DGB

ANNEXE 5 : EXECUTION DES DEPENSES PAR DOTATION AU 30 JUIN 2025

DOTATION AU PROFIT DES INSTITUTIONS (Hors dépenses du personnel)				
CODE	DOTATIONS DES INSTITUTIONS	PREVISIONS 2025 CP	EXECUTION AU 30 JUIN 2025	% D'EXEC
901	Dotation Présidence de la République	47 482 769 986	8 587 046 985	18,08
902	Dotation Assemblée Nationale	22 137 050 000	1 844 750 000	8,33
903	Dotation Sénat	12 280 000 000	2 000 000 000	16,29
904	Dotation Cour supreme	1 600 000 000	0	0,00
905	Dotation Cour des comptes et de discipline budgétaire	2 500 000 000	0	0,00
906	Dotation Cour constitutionnelle	1 150 000 000	230 000 000	20,00
907	Dotation Haute Cour de justice	200 000 000	0	0,00
908	Dotation Conseil économique, social et environnementa	1 385 000 000	623 421 500	45,01
909	Dotation Conseil supérieur de la magistrature	600 000 000	0	0,00
910	Dotation Médiateur de la République	350 000 000	25 869 600	7,39
911	Dotation Conseil supérieur de la liberté de communicati	1 017 100 000	0	0,00
912	Dotation Commission nationale des droits de l'homme	2 065 000 000	166 668 221	8,07
913	Dotation Conseil national du dialogue	100 000 000	20 000 000	20,00
914	Dotation Conseil consultatif des sages et des notabilités	100 000 000	20 000 000	20,00
915	Dotation Conseil des femmes	100 000 000	0	0,00
916	Dotation Conseil consultatif des personnes vivant avec	150 000 000	30 000 000	20,00
917	Dotation Consultatif de la jeunesse	100 000 000	0	0,00
918	Dotation Consultatif de la société civile et des ONG	100 000 000	0	0,00
919	Dotation Haute autorité de lutte contre la corruption	5 000 000 000	1 000 000 000	20,00
920	Dotation Commission nationale de transparence et de r	2 000 000 000	900 000 000	45,00
TOTAL		**100 416 919 986**	**15 447 756 306**	**15,38**

Source : DGB

DOTATION AU PROFIT DES MINISTERES (Hors dépenses du personnel)				
CODE	DOTATIONS DES INSTITUTIONS	PREVISIONS 2025 CP	EXECUTION AU 30 JUIN 2025	% D'EXEC
921	Dotation pour dépenses accidentelles	30 000 000 000	33 643 731 223	112,15
TOTAL		**30 000 000 000**	**33 643 731 223**	**112,15**

Source : DGB

ANNEXE 6 : EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES PAR SECTEUR AU 30 JUIN 2025

DESIGNATION	Prévisions 2025	Exécution au 30 Juin 2025	% D'EXECUTION
Santé de base et lutte contre les maladies	**180 914 291 674**	**52 775 960 643**	**29,2**
-Programme d'acquisition et de gestion des médicaments essentiels et génériques, bilan biologique et réactifs	7 047 410 088	1 155 735 396	16,4
-Programme de la gratuité des médicaments de lutte contre le sida ,bilan biologique et réactif	15 382 108 309	1 804 016 991	11,7
-Campagne d'éducation et vulgarisation contre le SIDA	241 487 988	78 513 258	32,5
- Programme de lutte contre le paludisme et les autres maladies	11 678 367 780	1 052 138 757	9,0
- Programme de vaccination élargie	11 516 602 736	2 959 776 985	25,7
- Riposte aux épidemies	6 401 382 961	613 217 866	9,6
- Programme de gratuité de la césarienne	2 262 369 123	0	0,0
- Programme de lutte contre la tuberculose	414 538 419	432 141 515	104,2
- Programme de lutte contre les maladies non transmissibles, à savoir la trypanosomiase, l'onchocercose…	751 779 495	546 980 113	72,8
- Revitalisation des districts sanitaires par l'achat des équipements médico – techniques et fonctionnement des hôpitaux et centres de santé	84 401 244 774	44 133 439 762	52,3
- Construction et réhabilitation des hôpitaux généraux et de base ainsi que des centres de santé dans les villes et les centres ruraux	35 250 000 000	0	0,0
- Santé de la femme et de l'adolescente	5 567 000 000	0	0,0
Education	**161 559 813 306**	**59 959 929 766**	**37,1**
- Construction et réfection des bâtiments scolaires	15 801 000 000	1 001 360 317	6,3
- Programme de gratuité des fournitures scolaires, des manuels scolaires et des frais de scolarité ainsi que du matériel didactique au niveau des établissements primaires et secondaire, d'enseignement général, technique et professionnel	23 708 629 359	8 919 438 077	37,6
- Programme des cantines scolaires	2 848 524 184	0	0,0
-Renforcement des capacités du système éducatif et de la recherche	80 787 279 864	49 940 131 373	61,8
-Bourses, aides scolaires et universitaires	26 914 379 898	99 000 000	0,4
Construction, réhabilitation des infrastructures et équipements universitaires, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique	11 500 000 000	0	0,0
Infrastructures de désenclavement	**55 719 000 000**	**0**	**0,0**
- Construction et réfection des pistes rurales et agricoles à travers le Programme de Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC)	0	0	
- Entretien des rivières , dragage et balisage	9 500 000 000	0	0,0
- Projets communautaires et revitalisation du tissu villageois	250 000 000	0	0,0
- Construction et réfection des infrastructures de désenclavement (routes, ponts, ….	45 969 000 000	0	0,0
Electricité, eau et assainissement	**84 895 702 968**	**6 765 216 158**	**8,0**
- Programme « eau pour tous » afin de poursuivre l'opération d'adduction d'eau potable dans les centres urbains et ruraux	29 930 281 162	1 134 105 532	3,8
- Construction d'ouvrages électriques pour l'accès des populations à l'énergie	23 861 930 610	1 482 812 441	6,2
- Assainissement des villes avec comme corollaire, le curage des caniveaux et la destruction des gites larvaires	31 103 491 197	4 148 298 186	13,3
Protection sociale et emploi	**60 230 424 851**	**11 105 101 010**	**18,4**
- Actions caritatives et les aides sociales	747 150 655	572 371 916	76,6
- Insertion et réinsertion sociale et économique des handicapés et des minorités	575 925 168	215 971 938	37,5
- Prise en charge des personnes vulnérables et des enfants de la rue	31 494 362 518	9 867 659 092	31,3
.Programme national des filets sociaux	12 000 000 000	0	0,0
- Auto emploi et formation aux petits métiers à travers les activités génératrices de revenus au profit des jeunes en général et particulièrement des jeunes désœuvrés	3 266 594 836	449 098 064	13,7
- Mise en œuvre de l'assurance-maladie universelle.	24 146 391 673	0	0,0
Agriculture, pêche et élevage	**22 968 750 560**	**2 709 895 081**	**11,8**
- Programme d'encadrement des maraîchers dans les centres urbains et ruraux	16 474 000 000	850 000 000	5,2
- Programme de distribution des semences améliorées	690 278 482	137 981 540	20,0
- Programme de vulgarisation et de démonstration des techniques agricoles	3 507 995 196	1 123 126 649	32,0
- Programme de démonstration des techniques de l'élevage	2 166 164 420	536 924 339	24,8
- Programme de métayage bovin	130 312 462	61 862 553	47,5
Promotion de la femme	**6 235 790 824**	**1 831 530 559**	**29,4**
- Question du genre	4 089 234 479	1 187 071 930	29,0
- Auto emploi et formation aux petits métiers à travers les activités génératrices de revenus au profit des femmes et des jeunes filles mères	2 146 556 345	644 458 630	30,0
TOTAL	**572 523 774 183**	**135 147 633 217**	**23,6**

Source : DGB

ANNEXE 7 : SITUATION DES SOLDES DU BUDGET DE L'ETAT AU 30 JUIN 2025

SOLDES BUDGETAIRES	PREVISIONS LFI 2025	EXECUTION AU 30 JUIN 2025	(%) REAL/PREV LFI
Solde primaire	**683,0**	**237,7**	**34,8**
Solde primaire hors pétrole	**-500,1**	**-33,8**	**6,8**
Solde primaire de base	**812,0**	**279,9**	**34,5**
Solde primaire de base, hors pétrole	**-371,1**	**8,4**	**-2,3**
Solde budgétaire global, dons inclus	**352,0**	**107,3**	**30,5**
Solde budgétaire global, dons exclus	**279,0**	**97,7**	**35,0**
Solde budgétaire global, hors pétrole	**-831,0**	**-164,2**	**19,8**
VARIATION NETTE DES ARRIERES	**0,0**	**161,8**	
- Variation des arriérés extérieurs	**0,0**	**0,0**	
- Accumulation d'arriérés extérieurs	0,0	0,0	
-Réduction d'arriérés extérieurs	0,0	0,0	
-Réduction d'arriérés extérieurs(2019)	0,0	0,0	
- Variation des arriérés intérieurs	**0,0**	**161,8**	
- Accumulation d'arriérés intérieurs	0,0	194,3	
-Réduction d'arriérés intérieurs	0,0	-15,3	
-Réduction d'arriérés intérieurs(année ant.)		-17,1	
SOLDE BASE CAISSE	**352,0**	**269,2**	**76,5**

Source : DGB